



Assemblée générale

Distr. générale
8 mars 2012
Français
Original : anglais

Deuxième Commission

Compte rendu analytique de la 17^e séance

Tenue au Siège à New York, le jeudi 20 octobre 2011, à 15 heures

Président : M. Momen (Bangladesh)
puis : M. Zdorov (Vice-Président) (Biélorus)

Sommaire

Déclaration du Président de l'Assemblée générale

Point 22 de l'ordre du jour : Groupes de pays en situation particulière

- a) Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
- b) Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral : résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit



La séance est ouverte à 15 h 15.

Allocution du Président de l'Assemblée générale

1. **M. Al-Nasser** (Président de l'Assemblée générale) dit que la crise économique et financière continue à retarder la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'Assemblée générale, qui est l'instance où se prennent les grandes décisions internationales, ne peut se dérober à l'examen de ces problèmes. Il espère que les délibérations de la Commission aideront à poser les bases de leur solution.

2. Il a choisi le développement durable et la prospérité mondiale comme l'un des quatre principaux domaines qu'examinera l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session. Les pays les plus vulnérables retiennent particulièrement l'attention. La Commission est encouragée à trouver des moyens originaux et novateurs d'appliquer sans retard le Programme d'action d'Istanbul adopté à l'issue de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, le Programme d'Action d'Almaty : Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et de transit, et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit; et la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement. Tous les partenaires de développement doivent honorer leurs engagements, et il faut encourager encore la coopération Sud-Sud et triangulaire. Deux réunions conjointes officielles de la Commission avec le Conseil économique et social aideront à assurer la coordination au sein de l'Organisation.

Point 22 de l'ordre du jour : Groupes de pays en situation particulière

- a) **Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés** (A/66/134 et A/66/66-E/2011/78)
- b) **Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral : résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs**

et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit (A/66/205)

3. **M. Diarra** (Secrétaire général adjoint, Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement), présentant le rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation décennaux de la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pendant la décennie 2001-2010 (A/66/66-E/2011/78) et le rapport du Secrétaire général sur la conclusion de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (A/66/134), dit que ce dernier rapport met en avant les huit domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul, à savoir la capacité productive, l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural, le commerce international, les marchandises, le développement humain et social, les crises multiples et autres problèmes émergents, la mobilisation des ressources financières pour le développement et la création de capacités, et la bonne gouvernance à tous les niveaux.

4. Immédiatement après la Conférence, son bureau, qui a pour tâche de mobiliser et de coordonner tous les éléments du système des Nations Unies, a commencé à travailler à une stratégie de mise en œuvre et à organiser une réunion de réflexion à l'intention des organismes des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de certains États Membres. Sur la base des résultats de cette réunion, son bureau a élaboré une feuille de route interinstitutions détaillée qui cherche à mobiliser un engagement actif et constructif de tous les partenaires de développement des pays les moins avancés (PMA), illustrant leur rôle propre de façon bien ciblée et assortie d'un calendrier précis.

5. Un mécanisme intergouvernemental suivra l'exécution du Programme d'action aux niveaux national, régional et mondial, la priorité étant donnée à l'intégration du Programme d'action dans les stratégies nationales de développement des PMA et les stratégies de coopération de leurs partenaires. Au niveau régional, les commissions régionales et organismes régionaux des Nations Unies réaliseront tous les deux ans des examens de l'application du Programme

d'action en coopération avec les banques sous-régionales et régionales de développement et les organisations intergouvernementales. Au niveau mondial, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social suivront chaque année la mise en œuvre du Programme.

6. Les fonds et programmes des Nations Unies et les autres organisations multilatérales intégreront le Programme d'action dans leurs propres programmes de travail; plusieurs ont déjà décidé de le faire. Ainsi, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) organiseront en octobre et novembre 2011 des manifestations particulières dans ce sens. En outre, pour assurer la coordination et la cohérence, le Bureau élabore un projet commun avec l'Union parlementaire internationale et une plateforme pour un engagement continu du secteur privé. Le Comité directeur du secteur privé a accepté de créer un conseil consultatif des entreprises pour les PMA.

7. Les problèmes des PMA devraient avoir la priorité dans les grandes conférences internationales et réunions au sommet sur les questions économiques, sociales et connexes, comme le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra à Busan (République de Corée) du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendra à Rio de Janeiro en juin 2012 et la dix-septième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et septième réunion servant de Conférence des Parties au Protocole de Kyoto (la Conférence de Durban sur le changement climatique). Son Bureau organise une réunion parallèle, sur les PMA, lors du Forum de haut niveau.

8. **M. Mero** (République-Unie de Tanzanie) se réjouit de la façon pratique de procéder évoquée par le Secrétaire général adjoint. Son propre gouvernement prépare des programmes à court et moyen terme pour donner suite à la Conférence sur les pays les moins avancés et il espère que les Nations Unies et les partenaires de développement ne ménageront pas leur soutien.

9. **M. Suárez Salvia** (Argentine) reconnaît le rôle important et efficace du Bureau mais a quelques préoccupations au sujet de sa participation au Forum de haut niveau de Busan. La réforme de l'architecture

internationale de l'aide au développement intéresse tous les États Membres et devrait être discutée avant tout aux Nations Unies. Le processus amorcé en application de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide se poursuit parallèlement à l'examen de la suite donnée au Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1 de l'Assemblée générale), qui comporte une décision tendant à renforcer le rôle du Conseil économique et social en organisant tous les deux ans un forum de haut niveau pour la coopération en matière de développement. On ne voit pas clairement pourquoi un organisme des Nations Unies devrait participer à de tels processus parallèles sans un mandat intergouvernemental précis.

10. **M. Islam** (Bangladesh) dit qu'une réunion commune des conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Bureau des Nations Unies pour les service d'appui aux projets (UNOPS), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et du Programme alimentaire mondial (PAM) aura lieu en janvier 2012. Entre autres questions qui seront examinées, cette réunion commune traitera de la façon dont ces organismes pourraient promouvoir l'application du Programme d'action d'Istanbul. Il serait utile que le Bureau soit directement impliqué dans les discussions.

11. Il demande si la feuille de route évoquée par le Secrétaire général adjoint a été définitivement établie et si elle sera formellement communiquée aux États Membres.

12. **M. Diarra** (Secrétaire général adjoint, Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement) dit que les programmes à court et moyen terme annoncés par la République-Unie de Tanzanie sont exactement du type de ceux que son Bureau encourage. Ses récentes visites au Bhoutan et au Népal ont porté à son attention d'autres stratégies de ce type.

13. Tout en comprenant bien les préoccupations exprimées par le représentant de l'Argentine, il estime que les questions relatives aux PMA doivent être mises en avant lors de manifestations relatives à l'efficacité de l'aide. Les partenaires de développement demandent de plus en plus quel est l'impact de leurs initiatives sur

le terrain. Un des moyens de partager les pratiques optimales consisterait à apprendre comment répondre au souci des contribuables dans les pays développés. La réunion en question est organisée conjointement avec le Président du Groupe des PMA.

14. Il se réjouirait de pouvoir assister à la réunion des conseils d'administration en janvier 2012. La feuille de route est conçue pour orienter d'autres entités des Nations Unies. Elle comporte les diverses mesures que les gouvernements devraient prendre, en particulier pour intégrer le Programme d'action d'Istanbul dans leurs propres stratégies et obtenir le concours de toutes les parties prenantes, parmi lesquelles les parlementaires, le secteur privé et la société civile.

15. Présentant le rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action d'Almaty : répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit (A/66/205), il dit que ce rapport fait le bilan des progrès accomplis et examine les contraintes qui pèsent sur la mise en œuvre du Programme d'Almaty, en particulier dans les cinq domaines prioritaires d'action que sont les questions fondamentales relatives aux politiques de transit, le développement et l'entretien des infrastructures, le commerce international et la facilitation du commerce, les mesures d'appui internationales, et la mise en œuvre et l'examen. En particulier, le rapport préconise que les pays en développement sans littoral, aidés par leurs partenaires de développement, améliorent à long terme leurs capacités productives, diversifient leur économie et renforcent leurs moyens de transport pour devenir plus efficaces. Les organisations internationales et les instituts de recherche devraient mener des recherches sur la vulnérabilité des pays en développement sans littoral aux chocs extérieurs et mettre au point un ensemble d'indicateurs de vulnérabilité à des fins d'alerte rapide.

16. Son Bureau a continué à tout faire pour aider les pays en développement sans littoral en mobilisant un soutien international. En coopération avec le Bureau des affaires juridiques, il a rédigé un accord multilatéral sur la création d'un centre d'étude pour les pays en développement sans littoral. Cet accord a été signé par l'Éthiopie, la République démocratique populaire lao, la Mongolie, le Niger et le Paraguay. Il

faut au minimum 10 signatures pour que ce centre de réflexion devienne opérationnel.

17. La fin de la première décennie du Programme d'action d'Almaty approche. Le rapport du Secrétaire général recommande que, conformément à sa résolution 63/2, l'Assemblée générale devrait envisager de procéder à un examen final de son application. La Conférence serait précédée par des préparatifs approfondis aux niveaux sous-régional et régional.

18. **M^{me} Ochir** (Mongolie) apprécie particulièrement l'initiative de créer un centre d'étude et d'analyse international pour les pays en développement sans littoral. Elle demande comment les préparatifs de l'examen de 2013 du Programme d'action d'Almaty pourraient être plus significatifs et efficaces, et comment le Bureau pourrait aider à mettre au point un ensemble d'indicateurs de vulnérabilité.

19. **M. Madani** (Afghanistan) annonce que son pays a signé l'accord multilatéral sur l'établissement du centre d'étude le 19 octobre 2011.

20. **M. Diarra** (Secrétaire général adjoint, Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement) dit que les préparatifs de l'examen de 2013 commenceront aussitôt après l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution correspondante à sa présente session. Ces préparatifs commenceraient au niveau sous-régional et porteraient d'abord sur les cinq domaines prioritaires. Les commissions régionales seraient ensuite consultées de façon à introduire différentes perspectives. Les États Membres souhaiteront peut-être envisager d'organiser des conférences préparatoires thématiques. Deux réunions préparatoires ont déjà été prévues; l'une concerne les processus intergouvernementaux et l'autre les nouveaux problèmes qui se posent aux pays en développement sans littoral. Un groupe consultatif interinstitutions des Nations Unies se réunira à Genève au début de décembre 2011 pour examiner ces problèmes.

21. S'agissant des indicateurs de vulnérabilité, le Bureau consultera les divers organismes des Nations Unies, chacun dans son domaine de compétence propre.

22. Il se réjouit de la signature de l'accord multilatéral par l'Afghanistan et espère que d'autres pays feront de même de façon que ce centre d'étude se concrétise.

23. **Le Président** invite la Commission à entamer un débat général sur la question.

24. **M. Suárez Salvia** (Argentine), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que les PMA, dont le nombre a doublé depuis 1971, continuent à se heurter à des obstacles structurels à leur développement et demeurent très vulnérables aux chocs extérieurs. Il est préoccupant de voir que leur sort s'est aggravé du fait de la crise économique mondiale actuelle et que les modestes gains sur le front du développement obtenus ces dernières années sont désormais compromis. La situation est devenue critique et ne peut plus être tolérée. Tous les acteurs doivent appliquer le Programme d'action d'Istanbul dont le succès dépendra du rôle directeur que pourront assumer les PMA dans la formulation et l'application de politiques judicieuses répondant à leurs caractéristiques et leurs besoins propres. Guidés par le principe de la responsabilité commune mais différenciée, les pays en développement peuvent contribuer à la réalisation du Programme d'action d'Istanbul en participant activement à la coopération Sud-Sud.

25. Le fardeau de la dette extérieure, de même, doit être allégé, en particulier par l'annulation de dettes multilatérales et bilatérales des PMA. L'accès en franchise de droits et sans contingents aux marchés n'a pas notablement augmenté la part de marché de ces pays à l'exportation dans le commerce mondial, qui demeure marginale, inférieure à 1 %. Il faut mettre plus nettement l'accent sur l'augmentation des capacités productives et la diversification de l'économie et des exportations de ces pays.

26. Dans les pays en développement sans littoral, les progrès obtenus dans la réduction de la pauvreté, de la malnutrition et de la mortalité maternelle, et dans l'assainissement et l'égalité des sexes dans l'éducation n'ont pas suivi la croissance économique. La crise économique mondiale actuelle ralentira encore plus ces progrès et le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté reste inacceptable. La communauté internationale doit dégager des moyens financiers et techniques supplémentaires pour aider ces pays à desserrer les contraintes de leur géographie en investissant dans les moyens de transport, l'énergie, l'information et les communications, et par des projets de facilitation des échanges. Le commerce international est en effet un moyen essentiel d'intégration économique internationale et l'échec du Cycle de Doha, qui ne parvient pas résoudre les

problèmes de développement dans le contexte du commerce international est particulièrement préoccupant.

27. Malgré un climat plus favorable aux investissements, grâce à des réformes et des mesures bien conçues pour réduire le poids de la bureaucratie, réduire les coûts et améliorer les procédures commerciales et les services publics, les pays en développement sans littoral restent désavantagés dans l'attraction d'investissements privés étrangers. Il faut donc prendre des mesures supplémentaires pour faciliter les investissements publics et privés de façon à appliquer intégralement le Programme d'action d'Almaty.

28. **M. Acharya** (Népal), parlant au nom du Groupe des pays les moins avancés, dit qu'il est indispensable que les pays les moins avancés augmentent leur potentiel productif afin de pouvoir réaliser les objectifs et les cibles indiqués dans le Programme d'action d'Istanbul. Il faut pour cela développer, acquérir, transférer et diffuser des technologies, en particulier des écotechnologies. À cette fin, il faut accélérer la réalisation du mandat du Programme d'action d'Istanbul s'agissant de la réalisation d'une analyse commune dont le but est d'établir une banque technologique et un mécanisme de soutien à la science, la technologie et l'innovation.

29. Les PMA doivent être à même de mieux résister aux chocs tant internes qu'externes, notamment aux effets, qui les frappent plus que d'autres, du changement climatique, et il est essentiel qu'ils aient accès à des moyens de financer l'acquisition d'écotechnologies par l'inauguration rapide du Fonds vert pour le climat. De plus, ceux qui, parmi les PMA, sortent d'un conflit, ont besoin d'un soutien international supplémentaire pour promouvoir la bonne gouvernance, affermir l'appropriation nationale et les capacités institutionnelles et faciliter le relèvement économique et social après un conflit.

30. Il faut prendre des mesures d'allègement efficaces de la dette bilatérale et multilatérale des PMA, avec, d'abord, des réductions substantielles immédiates. De même, les pays les moins avancés doivent avoir plus largement accès aux marchés des pays développés et il faut mettre en place des règles commerciales simplifiées et transparentes. Comme rien ne laisse augurer une conclusion rapide du Cycle de Doha, la « première moisson de dispositions »

intégrant des solutions aux problèmes graves qui se posent dans les pays les moins avancés serait de nature à contribuer beaucoup à la réalisation de leurs programmes de développement. Les partenaires de développement doivent accroître substantiellement la part de leur aide qui passe par le dispositif « Aide pour le commerce » comme le prévoit le Programme d'action d'Istanbul.

31. Les dispositions de ce programme doivent occuper une place centrale dans les politiques de développement et les programmes des PMA et devraient être systématisées dans leurs politiques et dans les activités opérationnelles des organismes des Nations Unies et de parties prenantes concernées. Le succès se mesurera à la contribution du Programme d'action à l'obtention de changements qualitatifs dans l'existence quotidienne de près d'un milliard de personnes pauvres vivant dans les PMA.

32. **M. dos Santos** (Paraguay), parlant au nom du Groupe des pays en développement sans littoral, dit que ces pays continuent à se heurter à de graves difficultés dans l'accès au commerce international. Leur production et leurs exportations sont limitées et ils sont fortement dépendants d'un petit nombre de produits primaires très sensibles aux fluctuations de prix. Bien souvent ils ne peuvent financer des réseaux efficaces de transport en transit. Il est donc essentiel de poursuivre l'aide publique au développement.

33. L'examen, en 2013, du Programme d'action d'Almaty a une importance critique pour les pays en développement sans littoral, et on devrait chercher à élaborer une démarche commune en vue d'une action stratégique au cours de la décennie suivante reposant sur un partenariat plus étroit entre ces pays et les pays de transit et faisant appel à leurs partenaires de développement pour un soutien effectif. L'Initiative Aide pour le commerce peut jouer un rôle essentiel dans la libéralisation du commerce permettant aux États bénéficiaires de profiter effectivement des échanges, de développer l'équipement nécessaire et de prendre des mesures d'ajustement. L'Aide pour le commerce doit compléter l'APD, et ne pas s'y substituer. La réduction ou l'élimination des obstacles au commerce profiterait aussi beaucoup aux pays en développement sans littoral.

34. La création d'un centre international d'étude pour les pays en développement sans littoral permettrait de réaliser de précieuses analyses. Il est donc

reconnaissant aux États qui ont signé l'accord multilatéral sur l'établissement de ce centre, et appelle les autres pays en développement sans littoral à le faire aussi avant la date limite du 31 octobre 2011.

35. Le Groupe entérine la recommandation tendant à ce que les entités internationales continuent à faire des recherches sur les facteurs de vulnérabilité dont souffrent les pays en développement sans littoral face aux chocs extérieurs, par l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs de vulnérabilité.

36. Les États développés devraient prendre des mesures pour atténuer les effets du changement climatique, s'y adapter, étant donné que le changement climatique aggrave la déforestation, la désertification et la perte de biodiversité et a un effet désastreux sur l'équipement de transport. Le principe des responsabilités communes mais différenciées doit d'urgence être appliqué et un financement stable et prévisible doit être mis en place pour développer, sur le terrain, les capacités, notamment technologiques.

37. *M. Zdorov (Vice-Président) assure la présidence.*

38. **M. Cazeau** (Haïti), parlant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) dit qu'une réduction de moitié du nombre des PMA d'ici à 2020 par une augmentation de leur potentiel productif et par la réalisation d'un taux de croissance annuelle durable et équitable d'au moins 7 % suppose que leurs gouvernements assument la responsabilité première du développement. À cette fin, ces gouvernements doivent jouer un rôle plus actif dans le processus de développement et repérer un équilibre judicieux entre les initiatives publiques et privées.

39. La communauté internationale doit également s'intéresser aux facteurs de fragilité qui sont propres à ces pays, vulnérables du fait de l'absence de diversification économique et du poids très lourd des frais de transport et de transit. Une assistance internationale plus importante permettrait de réaliser des projets dans des secteurs essentiels tels que les moyens de transport, l'énergie, la télématique et la facilitation du commerce avec les autres pays sans littoral et de transit. Les pays développés doivent ouvrir leurs marchés aux marchandises exportées par les pays en développement sans littoral et encourager les investissements directs étrangers dans ces pays.

40. **M. Khan** (Indonésie), parlant au nom de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est

(ASEAN), dit qu'étant donné la précarité de la situation économique mondiale actuelle, les PMA et les pays en développement sans littoral se heurtent à de redoutables difficultés dans l'application de leurs programmes propres de développement et la réalisation des OMD. L'ASEAN approuve les buts et les objectifs du Programme d'action d'Istanbul, en particulier la place faite à l'augmentation des capacités productives nationales et à l'agriculture. Le Programme d'action doit être incorporé dans les stratégies nationales de développement et dans les cadres de coopération des partenaires internationaux de développement. Il est essentiel, dans les mesures de soutien, de veiller à la cohérence entre les divers domaines des politiques choisies, notamment l'aide publique au développement, le commerce international, l'investissement direct étranger, l'allègement de la dette et la finance, mais les caractéristiques géographiques et socioéconomiques et les facteurs de vulnérabilité de chaque pays doivent également être pris en considération.

41. Malgré des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty, il faut prêter attention à une réforme des régimes réglementaires du transport en transit et du commerce transfrontalier. Les pays en développement sans littoral demeurent défavorisés dans le commerce international par les désavantages de leur géographie et ne peuvent pleinement valoriser le potentiel de leur commerce comme moyen d'une croissance économique soutenue susceptible de leur permettre de réaliser les objectifs de développement convenus sur le plan international.

42. L'ASEAN est très attachée à une plus grande intégration entre ses membres et a appliqué diverses initiatives utiles, notamment l'Initiative pour l'intégration de l'ASEAN (IAI). L'Association apprécie le travail accompli à ce sujet par le système des Nations Unies et espère prendre connaissance des conclusions de la prochaine session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAN) en 2012, qui se consacrera à l'intégration économique régionale dans la région Asie-Pacifique.

43. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, de plus en plus importantes dans l'intégration économique et pour le développement des pays du Sud dans des cadres bilatéraux, sous-régionaux et régionaux, doit compléter la coopération Nord-Sud sans la remplacer.

44. **M. Zampetti** (Observateur de l'Union européenne), parlant également au nom des pays candidats – la Croatie, le Monténégro, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Turquie – des pays du Processus de stabilisation et d'association – l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie – et en outre de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que l'Union européenne appuie sans réserve le Programme d'action d'Istanbul et est déterminée à réaliser les objectifs ambitieux qui y sont consignés, en particulier celui de réduire de moitié le nombre des pays les moins avancés d'ici à 2020, en les prenant pleinement en compte dans les programmes bilatéraux et régionaux de l'Union européenne.

45. L'initiative concernant les OMD, qui représente 1 milliard d'euros, et qui a été lancée par l'Union européenne lors du Sommet de 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement, est actuellement en cours de réalisation. En donnant la priorité à ceux des OMD dont la réalisation est le plus en retard, en particulier en Afrique subsaharienne et dans les pays les moins avancés, il est possible d'obtenir de véritables résultats. La Commission européenne a formulé des propositions sur les moyens d'augmenter l'impact de la politique de développement de l'Union européenne et espère que ces propositions renforceront la coopération avec les pays les moins avancés.

46. **M^{me} Vitie** (Finlande), parlant au nom des pays nordiques, dit que ces pays sont depuis longtemps des partenaires de développement résolus pour les PMA et qu'ils ont apporté une aide publique au développement importante et un soutien appréciable à l'accès de ces pays aux marchés développés en franchise de droits et sans contingents. Les pays nordiques sont résolus à aider les PMA à réaliser les objectifs consignés dans le Programme d'action d'Istanbul et, avec le concours de toutes les parties concernées, ils continueront par leurs programmes bilatéraux à aider ces pays à sortir de la catégorie des PMA.

47. **M^{me} Sirotkina** (Fédération de Russie) se réjouit de l'adoption du Programme d'action d'Istanbul. L'énorme potentiel humain et de ressources naturelles des pays les moins avancés pourrait notablement contribuer à la croissance économique mondiale. La mise en valeur de leur potentiel productif, d'abord par des réformes structurelles visant à diversifier leur économie, doit être recherchée en priorité. Son pays est en train de développer son potentiel de donateur d'aide. Il est attaché au principe de la coopération

internationale pour le développement et a pris des mesures pratiques dans ce sens : l'APD en 2010, compte non tenu de l'allégement de la dette, a atteint 472,32 millions de dollars et atteindra environ 500 millions de dollars en 2011.

48. Son gouvernement a également pris des mesures pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale. En 2010, il a adopté un programme de coopération internationale pour l'agriculture et la pêche, aux côtés de diverses organisations internationales dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à laquelle il apporté une contribution de 330 millions de dollars entre 2009 et 2011.

49. Pour le développement des pays les moins avancés, deux des facteurs les plus importants sont d'une part l'augmentation de leur potentiel productif et d'autre part la création de conditions favorables à leur accès aux marchés d'exportation, et, pour cela, son gouvernement a adopté un régime tarifaire préférentiel pour les marchandises, de façon à encourager la croissance des industries traditionnelles de ces pays et de leur secteur agricole.

50. De même les pays en développement sans littoral constituent une priorité. La situation géographique unique de la Fédération de Russie lui permet de jouer un rôle essentiel dans le développement des moyens de transport eurasiatiques de façon à établir un système efficace de transport en transit s'appuyant sur le potentiel que représentent les commissions économiques de la région telles que la Communauté économique eurasiatique et la Communauté d'États indépendants (CEI).

51. **M. Al Amri** (Yémen) dit que les PMA continuent à se heurter à un grand nombre de difficultés qui compromettent la réalisation, chez eux, des OMD. L'OMD No 8, la création d'un partenariat mondial pour le développement, n'est pas encore atteint. Les PMA ont pourtant besoin d'une assistance particulière, comprenant l'APD, le transfert des technologies et la création de capacités. L'aide à apporter à leur économie a diminué dans certains cas et de toutes façons semble n'avoir eu qu'un impact tangible bien mince sur la pauvreté et le chômage. Les PMA sont réellement préoccupés quant à l'avenir de l'APD et cela pourrait avoir des conséquences négatives pour leurs intenses efforts de développement. Les pays développés doivent promouvoir le Programme d'action

d'Istanbul et s'assurer de son application pratique complète. Ils devraient fournir aux PMA une aide financière et technique, pour les aider à appliquer leurs stratégies nationales. La coopération Sud-Sud et triangulaire doit être renforcée mais doit compléter la coopération Nord-Sud sans la remplacer. La communauté internationale doit prendre des mesures pour alléger le fardeau de la dette des PMA.

52. **M. Tiong** (Malaisie) dit que l'incertitude des perspectives financières et économiques mondiales fait qu'il est impératif, pour la communauté internationale, d'appliquer avec succès le Programme d'action d'Istanbul et que les PMA doivent prendre le contrôle véritable de leur choix en matière de politique de développement conformément à leurs caractéristiques et leurs besoins propres.

53. Son pays demeure très attaché à l'entreprise commune qui consiste à améliorer la situation socioéconomique des pays les moins avancés. Le Programme de coopération technique de la Malaisie (MTCP), lancé en 1980, a profité à plus de 20 000 participants originaires de 138 pays et a fourni des spécialistes ayant des compétences utiles aux pays les moins avancés.

54. Il est important de renforcer la coopération Sud-Sud avec le concours des pays du Nord selon le modèle de la coopération triangulaire, et la Malaisie applique ce modèle avec les organismes de développement bilatéraux et multilatéraux. L'aide technique accordée aux PMA doit être versée selon les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, et les principes de celle-ci que sont la cohérence, la viabilité et l'alignement.

55. **M^{me} Thakur** (Inde) dit que le Programme d'action d'Istanbul propose une feuille de route bien précise pour aider les PMA à venir à bout de la faim, de la pauvreté et de la maladie. La mobilisation de ressources suffisantes pour le développement de ces pays est essentielle et les pays développés doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris de consacrer entre 0,15 et 0,20 % de leur revenu national brut à l'APD aux PMA. Les transferts de technologie, la création de capacités et les mesures de soutien économique sont également d'importance essentielle pour affermir la base de ressources.

56. Pour augmenter la participation des PMA au réseau commercial mondial, il faut garantir l'application intégrale du principe de l'accès au marché

des pays développés en franchise de droits et sans contingents. Il faut également élargir le champ d'application des politiques commerciales à leur intention par l'achèvement équilibré, dans le sens du développement, du Cycle de Doha.

57. La crise financière et économique mondiale a aggravé le problème de la dette des PMA, et les institutions financières internationales et les pays développés doivent leur accorder un allègement immédiat de la dette pour stimuler la croissance économique et l'investissement. Leur développement est gravement compromis par le changement climatique. Le Gouvernement indien, dans le cadre de sa coopération Sud-Sud, va au-delà de l'assistance technique pour inclure dans cette coopération le commerce, l'investissement et l'aide humanitaire, et l'Inde accordé un dispositif de préférences tarifaires en franchise de droits, à tous les PMA, avec des lignes de crédit équivalentes à 4,8 milliards de dollars depuis 2003. En même temps, le programme d'Aide pour le commerce a entraîné une expansion du commerce de l'Inde avec les PMA qui est passé de 16,7 milliards de dollars en 2008-2009 à 20,5 milliards de dollars en 2009-2010, le solde des échanges leur étant favorables. Des lignes de crédit supplémentaires d'une valeur de 1 milliard de dollars ont également été accordées pour soutenir la réalisation du Programme d'action d'Istanbul.

58. Non moins préoccupant est le sort des pays en développement sans littoral, qui ont été frappés de plein fouet par la récession économique mondiale; il faut développer dans ces pays des moyens de transport et des services de communication efficaces, et notamment des filières logistiques fiables pour atténuer les difficultés de transit et d'accès et abaisser les coûts résultants. Selon la CNUCED, ces pays consacrent deux fois plus de moyens financiers à couvrir les services de transport et d'assurance de leurs exportations que les autres pays en développement, et trois fois plus que les pays développés. Le Gouvernement indien a conclu des accords bilatéraux spéciaux de coopération avec les voisins sans littoral de l'Inde pour faciliter le transit de leurs marchandises par son territoire. L'Inde accorde la priorité au renforcement de ces liens par de nouvelles initiatives régionales et reconnaît qu'il faut s'occuper des besoins de transit propres aux régions sans littoral de ces pays.

59. **M^{me} Ochir** (Mongolie) dit que comme l'examen décennal du Programme d'action aura lieu en 2013,

elle va parler de ses préparatifs. Plusieurs mesures et initiatives ont été prises pour mettre en œuvre le Programme d'action d'Almaty aux niveaux international, national, régional et sous-régional. Des progrès ont été accomplis dans les cinq domaines prioritaires retenus, et notamment la réduction des délais au passage des frontières, le développement des infrastructures de transport, l'harmonisation des normes appliquées dans le secteur des transports, l'affectation d'une proportion plus grande de l'APD aux moyens de transport, à l'entrepôtage et aux communications, et l'augmentation de l'investissement direct étranger et l'allègement de la dette. Pourtant, les pays en développement sans littoral ont besoin d'une assistance accrue au titre de l'Aide pour le commerce et de l'investissement d'équipement, une réduction des frais de transport et un renforcement de leur capacité productive, indispensable pour améliorer leur compétitivité. À ce sujet, ces pays doivent pouvoir profiter des connaissances spécialisées accumulées par les organismes compétents des Nations Unies, en particulier la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) pour élaborer un accord type sur le transport en transit.

60. Dans l'économie mondialisée de l'information, la traduction des connaissances acquises en politiques et pratiques à suivre est d'importance critique pour les pays les moins avancés et la création d'un centre d'étude international pour les pays en développement sans littoral devrait produire des recherches approfondies dans les domaines prioritaires retenus. Cette institution sera définitivement créée après la réception par le Secrétaire général de 10 ratifications de l'Accord multilatéral par des États Membres, et le Gouvernement mongol engage donc instamment les autres pays à ratifier cet accord.

61. La coopération sous-régionale et régionale joue un rôle important dans la réalisation des objectifs du Programme d'action d'Almaty. Son gouvernement, avec la CESAP, a organisé à Ulaanbaatar en avril 2011 un dialogue de haut niveau Asie-Pacifique sur les politiques d'application du Programme d'action, et la Déclaration d'Ulaanbaatar adoptée à cette réunion repère les domaines critiques où ce programme devrait être appliqué de façon plus concrète au niveau régional.

62. Le Gouvernement mongol retient en priorité plusieurs mesures de fond dans l'esprit du Programme d'action d'Almaty, et a notamment la mise en œuvre

des programmes conçus pour encourager les échanges et faciliter le transport, et le programme d'action pour 2008-2012 prévoit une amélioration de l'infrastructure de transport de la Mongolie pour répondre à une demande grandissante de produits minéraux exportés par elle. La période 2011-2013 verra une forte intensification de la construction de nouvelles voies ferrées et de nouvelles routes qui ouvriront de nouveaux accès aux ports chinois et russes. Un régime tarifaire concessionnel pour le transport en transit des exportations de la Mongolie est également en cours de négociation.

63. **M. Farias** (Brésil) dit qu'en fin de compte l'objectif du Programme d'action d'Istanbul est de faciliter le reclassement de la moitié au moins des pays les moins avancés d'ici à 2020. Les progrès accomplis ces dernières années à cet égard sont compromis par la poursuite de la crise économique mondiale, qui constitue une menace bien réelle sur les apports d'aide, qui sont reniés et assortis de conditions plus rigoureuses. Les pays donateurs doivent honorer leurs engagements et agir en priorité pour améliorer l'appropriation locale, la transparence et l'exercice de l'obligation comptable.

64. En réaffirmant l'importance de la coopération Sud-Sud, le Programme d'action d'Istanbul reconnaît les importantes contributions que les autres pays en développement peuvent apporter aux PMA. Pour ce qui est des pays en développement sans littoral, le Gouvernement brésilien travaille avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) pour aider les deux pays sans littoral de l'Amérique latine, la Bolivie et le Paraguay, le Brésil étant, pour ces deux pays, un important pays de transit. Le Brésil a également appliqué l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du Sud (IIRSA), qui aide à réaliser les objectifs du Programme d'action d'Almaty.

65. **M. Islam** (Bangladesh) dit que sous l'effet des crises financières à répétition, de l'instabilité des marchés internationaux, de l'enchérissement sans précédent des prix alimentaires et énergétiques et des effets dévastateurs du changement climatique, ce sont un milliard d'êtres humains de plus qui se trouvent plongés dans la pauvreté et 30 millions de personnes qui ont perdu leur emploi.

66. L'échec du Cycle de Doha constitue une régression considérable pour le système commercial

multilatéral et les PMA, déjà oubliés dans le commerce Nord-Sud, sont de plus en plus marginalisés dans le commerce Sud-Sud également. La communauté mondiale doit honorer les engagements souscrits en faveur de ces pays; en particulier, les partenaires de développement doivent honorer les engagements souscrits dans le cadre de la Conférence de Monterrey en 2002.

67. Le Programme d'action d'Istanbul recense correctement les obstacles et les contraintes qui retardent les progrès des pays les moins avancés et offre un cadre pour des partenariats susceptibles de faciliter efficacement leur intégration dans l'économie mondiale.

La séance est levée à 18 heures.